

s'impose en vue de sauvegarder ses libertés, je me demande si l'esclavage économique doit être la rançon de sa liberté matérielle. Tel est d'ailleurs l'effet que l'étalon-or a présentement et qu'il a toujours eu. Il engendre l'esclavage international et rien d'autre, et j'affirme que c'est là le but principal de ce mouvement de l'union fédérale ou de "l'union dès maintenant".

Je puis me faire l'interprète de notre groupe et des créditistes du monde entier en disant que nous désirons le maintien intégral de la souveraineté du commonwealth des nations britanniques parce que nous savons que la couronne est le symbole de la liberté individuelle de la justice. Au lieu d'abandonner notre souveraineté aux combinards et prêteurs d'argent internationaux, nous devrions fortifier la souveraineté non seulement du Canada, mais de tous les pays de l'Empire britannique, en lui restaurant le contrôle absolu de l'émission de la monnaie et du crédit, afin que désormais il soit impossible de faire les affirmations concernant le contrôle effectif que j'ai citées au début de mon discours.

Pour terminer, j'aimerais citer un discours prononcé par Son Altesse l'Aga Khan. Personne, à mon sens, ne pourrait exposer la situation plus clairement, ni mieux choisir le temps et le lieu. A Londres, en 1934, au banquet de la *Navy League*, le jour de l'anniversaire de Nelson, l'Aga Khan a dit ce qui suit sur la question de doter la Société des Nations d'un corps de police :

D'innombrables objections d'ordre technique, dont il n'est pas besoin de vous ennuyer ce soir, s'opposent à la création d'une armée internationale sous les ordres de la Société des Nations. Mais derrière toutes ces objections j'aperçois deux difficultés fondamentales. La première, c'est que la Société des Nations elle-même comprend trop de loups déguisés en brebis—ou, peut-être devrais-je dire, de chiens de garde mus, de temps en temps, par le désir de se procurer un peu de viande—pour pouvoir jamais réaliser une unanimité effective dans la suppression de l'habitude de manger de la viande. La seconde difficulté, et la plus profonde, à mon sens, c'est qu'aucun régime artificiel, même établi en vue d'atteindre un objectif aussi désirable que le maintien de la paix universelle, ne saurait inspirer les dévouements profonds et instinctifs qui poussent les nations à risquer leurs destinées et les hommes, leur vie. Pour nous ces dévouements ont leur centre non pas à Genève, mais dans la couronne britannique, symbole de notre liberté bien ordonnée, ainsi que des institutions et traditions qui sont l'essence même de notre être. De plus, notre loyalisme envers la couronne n'est nullement borné par des circonstances de localité ou de race; il est devenu, au fur et à mesure de l'expansion de l'Angleterre, le commun et mutuel loyalisme d'un empire mondial qui est, de fait, une société des nations, mais une société des nations qui s'est formée toute seule et n'a pas été assemblée artificiellement. C'est une société fondée sur l'accroissement du patriotisme, non pas sur sa suppression. C'est une société qui, à l'heure du danger, a montré qu'elle pouvait convoquer un

million d'hommes des extrémités de la terre, simplement en lançant l'appel: *Who dies if England lives?* Bref, c'est une société qui est capable d'agir.

M. COLDWELL: Je n'ai pas l'intention de m'éloigner du sujet, mais ayant toujours pensé et continuant plus que jamais de penser que la seule forme de sécurité pour une nation comme le Canada et pour les autres nations petites ou grandes se trouve en définitive dans la sécurité collective, je ne saurais écouter l'honorable député de Broadview et l'honorable préopinant exprimer des opinions comme celles que nous venons d'entendre sans faire valoir l'autre aspect de la question.

Le résultat de la disparition de la sécurité collective nous apparaît aujourd'hui dans sa réalité et depuis qu'on a voulu garantir les frontières de la Pologne en mars 1939, notre grand commonwealth s'est appliqué fébrilement à rétablir une forme quelconque de sécurité collective. Nous avons cherché des alliés sans réussir à en trouver. Nous avons vu tomber les unes après les autres, sous la domination d'Hitler des nations qui, si elles étaient restées unies, auraient peut-être été capables de lui résister.

Il est fort bien de dire qu'il nous faut décentraliser davantage. J'ai écouté mon honorable ami de Wetaskiwin affirmer qu'il nous faut décentraliser davantage, puis parler de la puissance souveraine du commonwealth britannique et de celle du Canada. Je me demande ce qu'il entend au juste par décentralisation. Chez qui doit-on la trouver? Dans la nation?

M. JAQUES: Non, dans le peuple.

M. COLDWELL: Dans la province? Dans la ville, dans le village, ou comme il le dit, dans le peuple?

M. JAQUES: Oui.

M. COLDWELL: Qu'entend-il par peuple?

M. JAQUES: Les individus.

M. COLDWELL: Retournons alors au temps où le duel et le meurtre étaient en honneur, alors que l'individu réalisait une certaine somme de sécurité dans son entourage, laquelle découle, jusqu'à un certain point de la sécurité collective réalisée grâce au groupement des individus. Il me semble que la présente guerre nous apprend que nous aurions peut-être évité cette catastrophe, eussions-nous maintenu une Société des Nations ayant l'autorité nécessaire et le pouvoir voulu pour exécuter ses volontés. Je voudrais dire à mon honorable ami et aux autres qui pensent comme lui qu'une fois la guerre terminée, nous tâcherons encore une fois d'organiser une sorte de sécurité collective; sinon les guerres recommenceront plus tard.

[M. Jaques.]